

Unité départementale du Bas-Rhin
14 rue du bataillon de marche n°24
BP 10001
67050 Strasbourg Cedex

Strasbourg, le 11/09/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/05/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LAVALSACE

ZI - 16 rue du Ried
67850 HERRLISHEIM

Code AIOT : 0006703935

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/05/2025 dans l'établissement LAVALSACE implanté ZI - 16 rue du Ried 67850 HERRLISHEIM. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LAVALSACE
- ZI - 16 rue du Ried 67850 HERRLISHEIM
- Code AIOT : 0006703935
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société LAVALSACE exploite un centre de lavage dédié au nettoyage haute pression de l'intérieur des citernes routières et des réservoirs mobiles, y compris ceux ayant contenu des substances classées dangereuses.

Thèmes de l'inspection :

- Air

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées au préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer au préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Rejets atmosphériques	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4	Mise en demeure, respect de prescription	7 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Réalisation de la déclaration GERE	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 7	Sans objet
2	Compteurs d'eau	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15	Sans objet
3	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 03/07/2023, article 2.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a mis en évidence un défaut de captation à la source des rejets gazeux issus des installations de lavage haute pression des citernes. En réponse, l'exploitant a présenté une solution technique visant à corriger cette non-conformité. Des consultations sont en cours auprès d'entreprises extérieures en vue de la réalisation des travaux. L'exploitant s'est engagé à transmettre à l'inspection, d'ici la fin août 2025, les bons de commande validés, et à faire en sorte que les travaux soient achevés au cours du premier trimestre 2026. Une mise en demeure est proposée en ce sens.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Réalisation de la déclaration GERE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 7
Thèmes : Actions régionales, Déclaration GERE
Prescription contrôlée : La déclaration des données d'émissions polluantes et des déchets d'une année N est effectuée avant le 31 mars N + 1.
Constats : L'exploitant a transmis sa dernière déclaration annuelle le lundi 24 mars 2025. Ce point n'appelle pas de remarque.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Compteurs d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15
Thèmes : Actions régionales, Eau
Prescription contrôlée : Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m3/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé « et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ».
Constats : Un compteur d'eau est en place et l'exploitant tient un registre comportant des relevés journaliers. Le relevé indiqué sur le compteur lors de la visite d'inspection est cohérent avec les enregistrements figurant dans le registre de l'exploitant. Ce point ne fait l'objet d'aucune remarque.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/07/2023, article 2.1
Thèmes : Risques chroniques, CONDITIONS OPÉRATOIRES DES CONTRÔLES
Prescription contrôlée : 2.1 - CONDITIONS OPÉRATOIRES DES CONTRÔLES Les rapports de contrôle des rejets atmosphériques rapportent le nombre de citernes lavées, le code client, le nom de chaque produit et les mentions de danger du produit ayant été contenu dans les citernes lavées pendant la prise d'échantillon.
Constats : Les rapports de contrôle des rejets atmosphériques ne comportent pas l'ensemble des informations requises, notamment l'absence des codes clients et des mentions de danger des produits contenus dans les citernes lavées au moment du prélèvement. Cette lacune a été constatée dans le dernier rapport de mesures en date du 29 janvier 2025. À la suite de cette observation, l'exploitant a fait corriger le rapport concerné en y intégrant les éléments manquants. Il s'engage par ailleurs à ce que ces informations figurent systématiquement dans les prochains rapports. L'Inspection restera vigilante quant au respect de cet engagement.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4
Thèmes : Risques chroniques, Captage à la source des rejets atmosphériques
Prescription contrôlée : Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés. Sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs, les rejets sont conformes aux dispositions du présent arrêté.
Constats : Lors de l'inspection, il a été constaté que des effluents gazeux odorants émis lors des opérations de lavage à haute pression des citernes ne sont ni captés à la source ni canalisés. L'installation comporte trois pistes de lavage: - Les pistes P16 et P17 ne disposent pas de dispositif de captage à la source pouvant être positionné directement au niveau des ouvertures des citernes (trous d'homme) pendant les opérations de lavage. Bien que des points d'aspiration soient installés en hauteur au-dessus de ces deux pistes, ils se trouvent à plusieurs mètres des citernes et donc des sources d'émission. Ce positionnement empêche une captation efficace des effluents gazeux, qui se diffusent alors librement dans le bâtiment. - La piste P15, quant à elle, est réservée au lavage des citernes ayant contenu des produits particulièrement dangereux ou odorants. Elle est équipée d'un système de captage à la source, positionné au plus près de l'ouverture des citernes, permettant le dégazage. Les effluents gazeux sont ensuite traités par charbon actif avant d'être rejetés à l'intérieur du bâtiment. Cependant, aucun contrôle n'est effectué spécifiquement sur ce point de rejet pour vérifier l'efficacité du filtrage et le respect des valeurs limites réglementaires. Une partie de l'ensemble des effluents gazeux issus des trois pistes de lavage se diffuse et se dilue dans l'air ambiant du bâtiment. Une partie de ces gaz s'échappe à l'extérieur du bâtiment par des portes sectionnelles ouvertes en permanence pendant les opérations de lavage. Une autre partie est captée par les dispositifs situés au-dessus des pistes P16 et P17, puis rejetée à l'atmosphère via des cheminées qui font l'objet de mesures périodiques pour vérifier la conformité réglementaire des émissions. Ces défauts de captage et de canalisation des émissions à la source induisent une dispersion diffuse des effluents gazeux à l'intérieur et à l'extérieur du bâtiment. Suite à ces constats, l'exploitant a présenté une solution technique visant à remédier à cette problématique. Les consultations auprès des entreprises extérieures chargées de réaliser les travaux sont lancées, et l'exploitant s'est engagé à transmettre, d'ici la fin août 2025, les bons de commande validés, en vue d'une réalisation des travaux au cours du premier trimestre 2026.

La solution envisagée consiste à capter les rejets gazeux de l'ensemble des pistes de lavage (P15, P16 et P17) au moyen de gaines souples d'aspiration, positionnées directement sur les ouvertures des citernes pendant les opérations de lavage, puis à les diriger vers un système de filtration, avant leur rejet via une cheminée réglementaire en toiture. Ce point de rejet fera l'objet d'analyses périodiques réglementaires du respect des valeurs limites de rejets.

L'Inspection restera vigilante quant à la bonne mise en œuvre des travaux engagés et à la transmission, dans les délais annoncés, des éléments attendus, conformément aux engagements pris par l'exploitant. Une mise en demeure est proposée en ce sens.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délai : 7 mois